



**CONSEIL EUROPÉEN
LE PRÉSIDENT**



Bruxelles, le 21 juillet 2011
(OR. en)
EUCO 54/11
PRESSE 259
PR PCE 27

**Intervention de M. Herman Van Rompuy,
président du Conseil européen,
lors de la conférence de presse
à l'issue du sommet sur la zone euro**

C'est avec grand plaisir que je vous annonce que nous avons trouvé une réponse commune à la situation de crise. Notre réunion n'avait qu'un seul thème: les dirigeants européens devaient défendre la stabilité financière de la zone euro.

Nous avons pris ce jour trois décisions importantes, que nous soutenons unanimement:

- nous avons amélioré la viabilité de la dette de la Grèce;
- nous avons pris des mesures pour enrayer le risque de contagion;
- nous nous sommes engagés à améliorer le mécanisme de gestion de crise de la zone euro.

J'ai réuni les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro parce que la situation était réellement grave. Outre le président de la BCE, j'ai également invité le directeur général du FMI, Mme Lagarde, à participer à nos travaux.

Les problèmes que connaît la zone euro ne pouvaient être résolus qu'au plus haut niveau, et nous devons agir vite. Cette réunion nous a permis de nous concentrer pleinement sur ces problèmes et de trouver rapidement une solution. Je ne pouvais pas permettre qu'une situation difficile devienne dangereuse.

D'une série de crises nationales de la dette, la situation était en train d'évoluer vers un problème systémique qui menaçait la stabilité de la zone euro dans son ensemble. Il importait de contenir cette menace pour éviter que la situation n'engendre une grave perte de confiance dans notre monnaie commune; elle risquait même de compromettre la reprise économique que nous observons aujourd'hui en Europe et dans le monde.

P R E S S E

Dirk De Backer - Porte-parole du président - ☎ +32 (0)2 281 9768 - +32 (0)497 59 99 19
Jesús Carmona - Porte-parole adjoint du président - ☎ +32 (0)2 281 9548 / 5150 - +32 (0)475 65 32 15
press.president@consilium.europa.eu <http://www.consilium.europa.eu/>

EUCO 54/11

1
FR

Cela explique pourquoi, au cours de notre réunion, nous nous sommes attaqués au problème sous deux aspects importants:

- les craintes des investisseurs de voir des pertes imposées aux détenteurs d'obligations en Grèce et peut-être même, ensuite, dans d'autres pays; et
- l'incertitude du marché quant à la capacité de la zone euro à résoudre la crise.

Permettez-moi de commenter plus en détail les décisions prises aujourd'hui.

Premièrement, nous apportons une solution au problème de la dette grecque. Nous sommes parvenus à un accord sur un nouveau programme d'aide destiné à couvrir intégralement le déficit de financement, qui sera financé à la fois par l'UE et le FMI. Deux autres mesures très importantes sont l'accord visant à réduire le taux d'intérêt appliqué aux futurs prêts et l'allongement du délai de remboursement à un minimum de quinze ans et jusqu'à trente ans.

Les banques se sont également engagées aujourd'hui à soutenir la Grèce sur une base volontaire en recourant à différentes possibilités.

Fait important, nous avons modifié l'approche adoptée concernant la participation du secteur privé: celle-ci sera exclusivement limitée à la Grèce.

Il s'agit d'un ensemble de mesures fortes.

Deuxièmement, nous sommes convenus d'une série de mesures visant à éviter la contagion. Pour commencer, nous avons clairement indiqué que la situation de la Grèce était différente de celle des autres pays. C'est pourquoi elle appelle une solution exceptionnelle, y compris s'agissant de la participation du secteur privé. Par ailleurs, le FESF (Fonds européen de stabilité financière) bénéficiera d'une souplesse accrue afin de lui permettre d'agir dans les domaines suivants: assistance accordée à titre de précaution; recapitalisation des banques par l'intermédiaire des gouvernements, y compris dans les pays ne bénéficiant pas d'un programme; et interventions sur les marchés secondaires dans des circonstances exceptionnelles sur la base d'une analyse de la BCE.

En d'autres termes, nous avons mis en place un solide pare-feu et des équipements plus performants de lutte contre l'incendie.

Troisièmement, nous avons décidé d'améliorer la gouvernance de la zone euro. Tout en nous attachant au court terme, nous n'oublions pas le long terme. Je voudrais mentionner deux points en particulier.

Nous sommes convenus qu'il y a lieu de réduire la dépendance de nos propres règles à l'égard des agences de notation de crédit externes.

En outre, nous avons été chargés de présenter des propositions concrètes sur la manière de mieux organiser la gestion des crises dans la zone euro et d'améliorer les méthodes de travail. Je travaillerai en concertation étroite avec les présidents de l'Eurogroupe et de la Commission et présenterai des propositions en octobre.

Aujourd'hui, en prenant toutes ces décisions, nous avons montré que nous ne renoncerons pas à défendre notre union monétaire et notre monnaie commune.

Une dernière remarque: lorsque les dirigeants européens disent qu'ils feront "tout ce qui est nécessaire" pour sauver la zone euro, c'est très simple, ils le pensent vraiment.
